

Pour défendre la place de la littérature dans notre « monde moderne », j'ai choisi un titre choc, claquant comme un étendard, agressif, combatif, et même un peu provocateur. En effet, j'ai le sentiment que certains d'entre nous doutent d'elle aujourd'hui, de sa valeur, de son pouvoir, de son utilité, de son avenir, peut-être même parmi mes collègues professeurs, mes confrères et consœurs écrivains, et mes lecteurs en tout genre. Je résumerai cette méfiance en peu de mots : la littérature, ça ne paye pas, ou ça ne paye plus.

Il y a une douzaine d'années déjà, Richard Millet avait fait paraître un petit livre intitulé *Langue fantôme* et sous-titré *Essai sur la paupérisation de la littérature* (P.-G. de Roux, 2012). Richard Millet est un solitaire, un proscrit peu écouté, mais son diagnostic pessimiste sur l'état de la littérature, alors d'allure radicale, semble désormais largement partagé. Il décrivait ce qu'il percevait comme le déclin de la

littérature française et il prophétisait sa fin ; il dénonçait (c'étaient ses mots) son américanisation et sa marchandisation ; il soutenait qu'il se publiait de moins en moins de romans qui ne fussent pas commerciaux, mis en vente pour la saison des prix. « J'ai peu à peu compris que je vivais dans un pays qui est mort », regrettait Richard Millet dans un entretien qui suivit la publication d'un précédent livre, *Désenchantement de la littérature* (Gallimard, 2007), avant de préciser que ce qui était mort, c'était « la France en tant que nation littéraire et universelle ». Ce terrible défaitisme est aujourd'hui très répandu, sinon dominant. Je refuse d'y céder.

L'autre jour, un ami éditeur de longue expérience me faisait remarquer que son métier était affaire d'art et d'argent, mais que l'équilibre entre les deux était difficile à trouver. L'argent, c'est en effet le « négart », l'anagramme et la négation de l'art, de même que le *negotium* (le négoce, le commerce, les affaires) était, de Cicéron à Montaigne, pour toute la sagesse antique et la tradition humaniste, la négation de l'*otium*, du loisir lettré (*otium litteratum*), du repos d'étude (*otium studiosum*), de la tranquillité de l'honnête homme (*otium cum dignitate*). Oui, c'est des coûts et des bénéfices de la littérature, des rapports du livre et de l'argent que j'ai l'intention de parler.

Dans une société dominée par les lois du marché, on en vient forcément à se demander : que vaut

la littérature comme placement? Ou même: quel rendement, quel retour sur investissement peut-on espérer de la lecture? Car la lecture prend du temps, beaucoup de temps, et l'écriture encore davantage. Or nous cherchons de plus en plus à gagner du temps, à faire vite, à améliorer notre productivité.

« La littérature, ça paye! » Pour aller à l'essentiel, j'entendrai ce slogan en deux sens: d'une part « combien ça rapporte à son auteur », d'autre part « combien ça rapporte à son lecteur », sans trop tenir compte des intermédiaires, et je rassemblerai des propos tenus en différents lieux du globe et à diverses occasions depuis quelques années, d'Athènes à Tokyo, d'Abu Dhabi à Rabat, d'Amsterdam à Istanbul, de Bruxelles à Vilnius, de Beyrouth à Timisoara, de Bucarest à Séoul, de Buenos Aires à Tel-Aviv, de Chicago à Prague, et à la Bibliothèque nationale de France, l'Essec, l'École nationale des ponts et chaussées, l'École polytechnique, ou à Toulouse, Montpellier, Nantes et Strasbourg, mais pour la première fois, il me semble, et la seule sous le titre ici retenu, à HEC, pour la rentrée des élèves en septembre 2012, à l'invitation de Bernard Ramantsoa, afin de rendre hommage à la littérature et de célébrer la lecture. Que soient remerciés tous ceux qui m'ont permis d'essayer les idées à présent mises au net, dont les hôtes auprès desquels j'oublie les avoir exposées.

La poésie est un des arts qui rapportent le plus

Le premier angle de vue, le plus évident, sera vite expédié : c'est celui de la rentabilité, du profit que les écrivains tirent de la littérature. Peu d'écrivains vivent bien de leur plume. C'est même un euphémisme de le formuler ainsi, car la plupart tirent le diable par la queue, à moins d'avoir d'autres sources de revenus. Jadis ils étaient rentiers, comme Gide ou Proust ; aujourd'hui ils sont professeurs, journalistes, éditeurs (comme Richard Millet l'a été longtemps), fonctionnaires ou salariés çà et là. Le rapport commandé par le ministre de la Culture à Bruno Racine sur *L'Auteur et l'acte de création*, remis en janvier 2020, signalait que seuls 15 % des auteurs percevaient plus de 9 000 euros de droits d'auteur par an, soit moitié moins que le Smic.

Baudelaire, dont *Les Fleurs du Mal* sont à présent le recueil de poésie le plus vendu en librairie et qui résume aux yeux de la plupart des gens la poésie du XIX^e siècle, c'est-à-dire toute la poésie française,

a vécu dans la misère, suppliant les directeurs de journaux de le publier et quémandant sans relâche des secours à sa mère. Mais il ne se trompait pas sur la qualité de l'investissement qu'il avait fait en consacrant sa vie à la littérature: « La poésie est un des arts qui rapportent le plus, écrivait-il dès 1846; mais c'est une espèce de placement dont on ne touche que tard les intérêts, – en revanche très gros. » Cet aphorisme figure dans un court traité intitulé *Conseils aux jeunes littérateurs*; Baudelaire n'a que vingt-cinq ans, mais il a tout compris des risques du métier et il se sent autorisé à prendre un soin avunculaire de ses cadets. Il y a sans doute de l'ironie dans sa réflexion, mais elle atteste une claire conscience du régime littéraire moderne.

Le poète aura traîné dans la pénurie une vie de bohème, d'artiste maudit, sur un marché où il plaçait avec peine sa copie dans les petits journaux et les revues. Il n'a cessé de faire de la cavalerie, de déménager de garni en garni à la cloche de bois. Son existence fut jusqu'au bout financièrement désespérée, exemplaire d'insécurité. Quand un poème ou un article paraissait enfin, il ne lui rapportait pas d'argent frais, puisqu'il servait à éponger une dette et à lui éviter un séjour à la prison de la rue de Clichy.

La malédiction, c'est que cela se soit mis à payer trop tard, environ cinquante ans après sa mort, quand *Les Fleurs du Mal* sont devenues un clas-

sique. Imaginez les droits qu'il aurait touchés sur son recueil, que vous avez presque tous étudié au lycée, s'il avait vécu encore, s'il avait été vraiment immortel et avait pu en jouir toujours, ou si une « avance sur recettes » avait existé, qui l'eût rémunéré sa vie durant sur les ventes à venir après sa mort. Mais peut-être, direz-vous, n'aurait-il pas écrit *Les Fleurs du Mal* s'il avait vécu plus à son aise. C'est pourquoi il ne convient pas de trop fonctionnariser les artistes. Dans le cas de Baudelaire, la misère de l'homme n'a-t-elle pas été la condition de la grandeur de l'œuvre ?

Je retrouve dans mes notes une pétition, « Le livre face au piège de la marchandisation », signée par 451 « professionnels de la chaîne du livre » et publiée dans *Le Monde* du 6 septembre 2012. La formulation était éloquent, laissant apercevoir les entraves qui garrottent les écrivains, eux qui travaillent à la « chaîne du livre ». Ces 451 professionnels protestaient : « L'industrie du livre vit en grande partie grâce à la précarité qu'acceptent nombre de ses travailleurs, par nécessité, passion ou engagement politique. Pendant que ceux-ci s'efforcent de diffuser des idées ou des images susceptibles de décaler nos points de vue sur le monde, d'autres ont bien compris que le livre est surtout une marchandise avec laquelle il est possible d'engranger des profits conséquents. »

D'un côté les petites mains du livre, de l'autre

les gros capitalistes de l'édition. Sainte-Beuve parlait déjà de la « littérature industrielle » en 1839, peu après l'avènement de la grande presse à fort tirage, de la publicité et du feuilleton. En cette semaine de mars 2024 où j'écris, je viens d'entendre à la radio que deux auteurs occupent les quatre premières places du classement GfK des meilleures ventes (« Softpower », France Culture, 17 mars 2024). Oui, la littérature est un marché où les chiffres de vente repèrent les valeurs.

Depuis le cri d'alarme poussé par les « professionnels de la chaîne du livre » en 2012, l'excellent rapport de Bruno Racine a constaté en 2020 la « dégradation de la situation économique et sociale » des écrivains, recommandé des réformes, proposé que l'État joue un rôle d'arbitre et même plus que cela, qu'il réglemente un « statut » de l'écrivain, mais ce rapport n'a été suivi d'aucune mesure et, ni vu ni connu, a été enterré, destin habituel de ce genre de littérature grise. Je ne puis pas dire que je m'en sois excessivement plaint, car, moins grand commis de l'État que mon ami Bruno Racine (qui a présidé durant cinq ans le Haut Conseil de l'éducation où je siégeais, lequel a produit nombre de rapports qui ont connu le même sort que le sien de 2020), plus libéral de tempérament et d'observance, je me méfie de l'interventionnisme de l'État dans la société civile, et les embrouillaminis que nous connaissons déjà avec l'Agessa et l'Urssaf Limousin (la sécurité

sociale des auteurs) me portent à redouter tout statut plus paperassier de l'écrivain.

En 2024, le cycle d'un grand mercato de l'édition se referme, redistribuant les maisons détenues par Hachette Livre et Editis, mettant aux prises Bolloré, Lagardère et Kretinsky. Dans la foulée, les éditeurs déménagent d'Albin Michel à Plon, de Fayard à Flammarion, de Plon à Fayard, de Gallimard au Seuil. Ils se battent pour conserver Éric Zemmour ou conquérir Jordan Bardella, tandis que la plupart des auteurs jouent à la dernière roue du carrosse.

En février 2024, un rapport lénifiant du Syndicat national de l'édition (SNE) sur « le partage de la valeur entre auteurs et éditeurs » a fâché les écrivains. Selon le Conseil permanent des écrivains (CPE), dont on avait peu entendu parler avant leur communiqué, le SNE « laisse croire que l'ensemble des auteurs bénéficient de rémunérations satisfaisantes »; il avance que les auteurs gagnent près de 12,5 % du prix hors taxe des livres, alors que seuls les auteurs de best-sellers atteignent ou dépassent ce pourcentage (*Le Monde*, 17 février 2024). Le grand public, qui comprend tout de même quelques lecteurs fidèles, se perd dans un règlement de comptes dont il a du mal à suivre les rebondissements, mais il ne lui échappe pas qu'il y a un gâteau à partager, puisqu'on se bat comme des chiffonniers, et que les auteurs sont traités de plus en plus comme des fournisseurs de contenu à qui on distribue les miettes.

Toute cette guerre microcholine ayant peu à voir avec la littérature, je n'en dirai pas davantage. Les stocks d'un best-seller d'aujourd'hui comme *Alcools* d'Apollinaire, le mieux vendu des recueils de poésie dans la longue durée avec *Les Fleurs du Mal*, étaient quasi intacts en 1920, quand le titre, paru au Mercure de France en 1913 et vendu à moins de deux cents exemplaires, a été repris par les Éditions de *La Nouvelle Revue française*. En matière de littérature, sinon de « chaîne du livre » et des « meilleures ventes de la semaine », il convient de préférer le long-termisme au court-termisme de la finance contemporaine. Or notre époque, résolument court-termiste, vise les rendements annuels à deux chiffres, le retour sur investissement accéléré, et veut tout tout de suite, *at once, on the spot, presto*. Le numérique a encore accru l'exigence de vitesse, tandis que la lecture, la littérature, l'écriture requièrent la lenteur. Elles sont donc mal accommodées au siècle.

Souvenons-nous du mot de Zola, à qui certains critiques ronchons reprochaient que son roman *L'Assommoir* plût au public et se vendît : « Si ça se vend, c'est mauvais signe ! » Tel serait le credo de l'artiste moderne, en délicatesse avec l'air du temps : si ça rapporte aux auteurs, si ça a du succès en librairie, en un mot, si ça paye, eh bien ! c'est suspect, ça veut dire que ça suit la mode et que ça ne se vendra plus à la prochaine saison. La vie future d'un

livre serait en rapport inverse avec sa vie présente. Certes, tout échec immédiat n'est pas un indice de rentabilité future – de même que, quand Baudelaire décrétait: « Le beau est toujours bizarre », il n'entendait pas que le bizarre fût toujours beau –, mais le succès instantané n'en est pas moins rarement promesse de postérité. Voilà bien un trait moderne qui caractérise la littérature.

Chaque œuvre littéraire étant un prototype non reproductible, à moins qu'elle n'appartienne à la « littérature industrielle » qui rabâche sans grandes variations, cela complique les rapports de l'art et du « négart », de la littérature et du négoce, et cela explique la surproduction dans la « chaîne du livre ». On lance une foule de chevaux au départ, parce que, au fond, on ignore qui parviendra à la ligne d'arrivée.

Culture et coiffure

Le drame, c'est que confectionner toujours des prototypes, cela prend beaucoup de temps, alors que produire des objets en série fait baisser les coûts. Les gains de productivité sont peu concevables en littérature, comme dans toutes les activités où l'*input* essentiel est le travail, tels l'enseignement et la culture en général. Il faut autant de temps au XXI^e siècle pour apprendre à lire à un enfant que dans l'antiquité (la méthode globale a fait long feu), et cette lenteur s'avère dramatique dans un monde de plus en plus régi par l'impératif de l'innovation et de la croissance.

L'économiste américain William Baumol, décédé il y a quelques années, a étudié dans les années 1960 le phénomène qu'il nomme *cost disease*, ou fatalité des coûts croissants, dans certains secteurs de l'activité économique. Au départ, il s'était intéressé au coût de la culture à New York, à la demande de la municipalité, inquiète de l'augmentation incon-

trôlable de son budget. Baumol s'était contenté de faire remarquer que la production d'une symphonie de Beethoven dans une salle de concert moderne exigeait autant d'heures de répétition qu'à la date de sa création, à la fin du XVIII^e siècle. Il y a peu d'économies à réaliser dans le secteur de la culture; son financement doit donc répondre à la croissance continue du coût de la vie.

Dans les secteurs d'activité où les gains de productivité sont minimes ou nuls, les salaires sont certes inférieurs à ceux des autres secteurs, mais les musiciens des orchestres de New York ne pourraient pas s'alimenter et s'habiller, ni reproduire leur force de travail, avec des salaires du XVIII^e siècle. Aussi leurs rémunérations s'alignent-elles peu à peu, avec retard, sur celles des secteurs d'activité qui connaissent des progrès techniques et qui réalisent des gains de productivité. Cette situation a pour conséquence que la culture coûte de plus en plus cher, qu'il s'agisse de l'opéra, du théâtre, mais aussi de l'édition, de la librairie.

De ce point de vue, j'aime bien comparer la culture à la coiffure, autre profession qui ignore les gains de productivité. La conséquence est la même: si c'est vite fait, c'est mal fait! Pas moyen de gagner du temps en conservant la qualité. Le dernier progrès dans la coiffure pour hommes a été la substitution de la tondeuse électrique à la tondeuse à main, en même temps que la pointe Bic supplantait la plume

Sergent-Major (mais nous n'y avons pas droit à l'école). Je sens encore la tondeuse à main de l'artiste, le mégot au bec et l'haleine alcoolisée, qui me pinçait les cheveux dans la nuque. La tondeuse électrique a été un progrès non seulement en termes de productivité, mais aussi de bien-être. Depuis, aucun progrès, mais se rendre chez le coiffeur coûte plus cher chaque année. Il y aura pourtant toujours des coiffeurs, parce qu'il y aura toujours des cheveux à couper (encore que les barbiers qui vous rasent comme au régiment se sont multipliés récemment dans les rues de Paris). L'analogie s'arrête ici. La culture trouvera-t-elle encore des clients si la maladie des coûts devient trop dissuasive? Sans Pass Culture pour tous les âges, y aura-t-il encore des spectateurs pour se rendre au théâtre ou à l'opéra, des lecteurs pour lire des livres? Allons, ne faisons pas notre Richard Millet.

Il faut donc autant d'heures de travail aujourd'hui pour écrire un bon roman qu'à l'époque de Flaubert, connu pour ses tâtonnements. Certains écrivains prétendent qu'un roman composé au traitement de texte n'appartient pas à la littérature, laquelle doit être rédigée à la main. Philippe Sollers soutenait ce point de vue, mais Yves Bonnefoy, retraité du Collège de France, a passé les vingt dernières années de sa vie devant le clavier de son ordinateur. Quand on lui envoyait un courriel, il répondait séance tenante.

L'oreille lit.	123
Lire est bon pour la santé	133
Devenir l'auteur de sa vie	139
La littérature est partout	147
La faveur des poètes	154
L'effet Matthieu	163
Littérature et statistiques	172
Une occasion ratée	178
« Tranquillisez-vous, on se retrouve toujours ! »	182